



UNIVERSITÉ DE NANTES

**PROCÈS-VERBAL  
DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'UNIVERSITÉ**

**SÉANCE DU VENDREDI 22 NOVEMBRE 2013**

**PV N°367**

**PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'UNIVERSITÉ EN ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE  
DU VENDREDI 22 NOVEMBRE 2013**

-----

Le Conseil d'Administration de l'Université s'est réuni au siège de la Présidence de l'Université, sous la présidence de M. Olivier LABOUX. Siégeaient à ses côtés : M. Mohamed BERNOUSSI, Premier Vice-président, Vice-président du Conseil d'Administration ; M. Frédéric BENHAMOU, Vice-président Recherche et Innovation; M. Frédéric LE BLAY, Vice-président Formation et Vie universitaire.

**ÉTAIENT PRÉSENTS A L'OUVERTURE DE LA SÉANCE : 18 membres**

ADAMAT Dilan	Etudiant suppléant	IPAG
BELLETTRE Jérôme	Ens A	Polytech Nantes
BROCHARD Cyrille	IATSS	UFR Faculté des Sciences et Techniques
CARON Lise	Ens.B	UFR de Médecine et Techniques Médicales
CATALA Michel	Ens A	UFR d'Histoire, Histoire de l'Art et Archéologie
COUDRIER Christiane	Personnalité ext.	CHU de Nantes
DRONNEAU Céline	IATSS	Polytech Nantes
GANGLOFF Claude	Ens. B	IUT de la Roche-sur-Yon
GODIVEAUX Nicolas	Etudiant titulaire	UFR de Médecine et Techniques Médicales
GUÉVEL Arnaud	Ens. A	UFR STAPS
JOLLIET-ÉVIN Pascale	Ens. A	UFR de Médecine et Techniques Médicales
KERBOURC'H Jean-Yves	Ens. A	UFR de Droit et des Sciences Politiques
LABOUX Olivier	Président	Présidence de l'Université
LELOUREC Hervé	Ens. B	UFR Psychologie
MENUET Philippe	IATSS	UFR Droit et Sciences Politiques
POUZAIN Yves	Ens. B	IUT de Nantes
SAMI Taklit	Ens. B	UFR Faculté des Sciences et Techniques
TASSEL Guillaume	Étudiant titulaire	IEMN-IAE
TOSTIVINT Xavier	Personnalité ext.	MEDEF de Loire Atlantique

**AVAIENT DONNÉ PROCURATION : 6 membres**

BEMMERT Patrick	Personnalité ext.	Chambre de commerce et d'industrie de Nantes Saint- Nazaire
CLERGEAU Christophe	Personnalité ext.	Région des Pays de la Loire
DUBOT Christian	Personnalité ext.	CGT
ISHOW Eléna	Ens. A	UFR Faculté des Sciences et Techniques
MARTINEZ-VASSEUR Pilar	Ens. A	UFR Faculté des Langues et Cultures Étrangères
TRICHET Valérie	Ens. B	UFR de Médecine et Techniques Médicales

**ÉTAIT ABSENT OU EXCUSÉ A L'OUVERTURE DE LA SÉANCE : 7 membres**

DANIEL Karine	Personnalité ext.	Nantes Métropole
LE FICHANT Françoise	Ens. B	UFR de Droit et des Sciences Politiques
LESTIEN Françoise	Personnalité ext.	CARENE
LOUAIB Waël	Etudiant titulaire	IEMN-IAE
LOUCACHEVSKY Nicolas	Étudiant titulaire	UFR d'Odontologie
SAÏ Pierre	Personnalité ext.	ONIRIS
SISSOKO Niougoussa	Étudiant titulaire	UFR Droit et Sciences Politiques

**ARRIVÉ EN COURS DE SEANCE : 5 membres**

<b>DANIEL Karine</b>	Personnalité ext.	Nantes Métropole
<b>ISHOW Eléna</b>	Ens. A	UFR Faculté des Sciences et Techniques
<b>LE FICHANT Françoise</b>	Ens. B	UFR de Droit et des Sciences Politiques
<b>LESTIEN Françoise</b>	Personnalité ext.	CARENE
<b>LOUAIB Waël</b>	Etudiant titulaire	IEMN-IAE

**ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE**

<b>BARBU Noël</b>	Vice-président Développement et partenariats économiques - affaires financières
<b>BEZAULT Valérie</b>	Direction des Affaires juridiques et institutionnelles
<b>BIAIS Thierry</b>	Directeur Général des Services
<b>BRANCHEREAU Hervé</b>	Chef de la Division des Affaires Financières
<b>DEFOIS Serge</b>	Directeur de Cabinet
<b>DRUE Frédéric</b>	Agent Comptable
<b>GUÉHO Nicole</b>	Chef de la Division de l'Enseignement Supérieur du Rectorat de l'Académie de Nantes
<b>KEROUANTON Jean-Louis</b>	Vice-président du Patrimoine Immobilier
<b>LE BLAY Frédéric</b>	Vice-président Formation et Vie Universitaire
<b>LE GALL René</b>	Directeur de l'Ecole Polytechnique
<b>PENISSON Stéphanie</b>	Direction des Affaires juridiques et institutionnelles
<b>ROUSSEAU-GANCEL Lénaïc</b>	Direction des Ressources Humaines et du Dialogue Social
<b>TEXIER Stéphanie</b>	Directrice Générale Adjointe des Services

<b>MEMBRES EN EXERCICE</b>	<b>PRÉSENTS À L'OUVERTURE</b>	<b>PROCURATIONS</b>	<b>EXCUSÉ</b>	<b>ARRIVÉS EN COURS</b>
<b>31</b>	<b>18</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>5</b>

## SOMMAIRE

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration 4 octobre 2013
2. Informations générales
- 2.bis Principe de la mise en place d'une Communauté d'Universités et Etablissements (CUE) à l'échelle interrégionale
3. Point sur les axes prioritaires dans le domaine de la politique immobilière :
  - 3.1. Point d'information « nouveau Tertre »
  - 3.2. Etude de préprogrammation du volet universitaire du futur campus Hospitalo-Universitaire.
4. Présentation d'axes stratégiques et de missions d'un membre du bureau : contractualisation interne, bilans et perspectives
5. Adoption du budget rectificatif n°2 de l'exercice 2013 (*après avis de la CPCA*)
6. Approbation du recrutement d'un enseignant-chercheur contractuel (*après avis de la CPCA*)
7. Approbation des statuts du Service Universitaire de Pédagogie
8. Approbation des statuts de l'Institut Universitaire Nantais de Criminologie
9. Approbation des statuts du GIP France Energies Marines
10. Demande de création de DU, DIU présentée par l'UFR Droit (*après avis de la CFVU et de la CPCA*)
11. Demande de modification de DU, DIU présentée par l'UFR Pharmacie (*après avis de la CFVU et de la CPCA*)
12. Demande de renouvellement de DU, DIU présentée par la FLCE (*après avis de la CFVU et de la CPCA*)
13. Rendu compte de remises gracieuses et d'admissions en non-valeur (*après avis de la CPCA*)
14. Tarifs (*après avis de la CPCA*)
15. Questions diverses

**LE PRÉSIDENT** ouvre la séance à 8 heures.

**POINT 1 : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 4 OCTOBRE 2013**

**M.GODIVEAUX** remercie le Conseil d'Administration pour son élection à la Commission Permanente.

**MME DRONNEAU** souligne qu'un point a été ajouté au Procès Verbal.

En l'absence de remarque, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

**Le Conseil d'Administration approuve, à l'unanimité avec 24 voix pour, le procès-verbal du Conseil d'Administration du 4 octobre 2013.**

**POINT 2 : INFORMATIONS GÉNÉRALES et POINT 2 BIS : PRINCIPE DE LA MISE EN PLACE D'UNE COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS (CUE) A L'ECHELLE INTERREGIONALE**

**LE PRESIDENT** rappelle la loi du 22 juillet 2013, qui aujourd'hui est ambiguë. Les PRES deviennent des Communautés d'Universités et d'Etablissements ; le PRES l'UNAM s'appelle donc désormais CUE l'UNAM. Pour autant on continue à les appeler PRES, les statuts n'étant pas déposés et le fonctionnement n'étant pas celui d'une réelle Communauté Universitaire. Les établissements qui dépendent uniquement du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ont l'obligation de se positionner par rapport à ces regroupements, les autres établissements qui ne dépendent pas du tout ou pas uniquement du Ministère, peuvent se positionner. Le PRES était un PRES à 29 membres, de concertation et de dialogue, sans dévolution.

**LE PRESIDENT** précise ce qu'est une CUE : construite comme une université, puisque c'est une nouvelle université, un nouvel établissement, un EPSCP avec un CA, un conseil des membres, où chaque établissement membre fondateur ou associé, travaille sur le contrat de site, sur le budget et un Conseil Académique comme dans les établissements. **LE PRESIDENT** insiste sur le fait que cet établissement universitaire n'est pas un établissement autonome au sens de la loi LRU ; il ne dispose pas des responsabilités et compétences élargies. Concrètement, un personnel qui est attribué par le Ministère à la CUE, n'est pas un personnel qui répond aux mêmes règles de gestion que nos établissements.

**LE PRESIDENT** propose de faire une seule CUE interrégionale. Le débat aujourd'hui ne porte pas sur la pertinence de la CUE ou sur les modalités de mise en marche et les délais contraints. Aujourd'hui il souhaite avoir le sentiment des administrateurs sur la démarche à suivre et sur le fait de savoir si l'on doit passer par une étape régionale ou pas. **LE PRESIDENT** expose les différentes positions. Il y a des partisans pour construire deux CUE, à l'échelle régionale, puis les fusionner en une seule CUE dans quelques années. C'est la position finistérienne à l'heure actuelle. Cela pose un certain nombre de problèmes car ce sera alors une vraie fusion, de deux EPSCP, ce qui représente un travail considérable. Il pense que les partisans de cette solution ne veulent pas de travail interrégional structuré. La deuxième proposition est de faire d'emblée une CUE interrégionale, en une seule opération. Tout le monde est d'accord sur le fait qu'à terme, le périmètre adéquat est celui du Grand Ouest, basé sur les arguments de sciences. Aujourd'hui, il faut développer les choses de manière complémentaire et non pas concurrente.

**LE PRESIDENT** présente les éléments existants sur lesquels il faut s'appuyer :

- la formation avec quinze Master 2 cohabilités ou coordonnés en interregion, trois Master 1 et quatre licences professionnelles ;

- la recherche avec un maillage puissant avec cinq unités CNRS et trois fédérations de recherche communes ;
- la valorisation avec la SATT ou encore le GIS valor'ouest ;
- en terme d'innovation, les spécialisations intelligentes demandées par l'Europe auprès de chaque région pour qualifier les démarches les plus lisibles, fortes, puissantes en terme de déclinaison économique et de recherche, sont les mêmes sur les deux régions.
- Pour le poste d'investissement d'avenir de la première vague, il y a cinq labex en commun, quatre instituts.
- Les six pôles de compétitivité qui sont en commun. Les régions ont signé des accords d'ouverture réciproque de l'ensemble de ces pôles sur les deux régions.

Les flux étudiants permettent de voir sans faire de distingo du niveau d'implication dans le cursus, les origines des étudiants vis-à-vis des villes qu'ils drainent au niveau universitaire ; il existe un flux d'étudiants communs.

**LE PRESIDENT** présente deux documents de travail, afin de montrer l'état de réflexion et les sujets les plus importants. L'idée maîtresse est de faire une structure cohérente et simple à piloter, car le périmètre est assez large. En théorie peuvent être membre fondateur, les Universités, des écoles dépendants du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, comme d'autres écoles, des CHU. Selon la loi, chacun y met ce qu'il veut, ce qui va rendre difficile le pilotage d'autant plus qu'il y a derrière le contrat de site, les établissements qui vont être membre, vont avoir des droits, des obligations et des devoirs.

**LE PRESIDENT** rappelle qu'il ne s'agit pas d'une fusion d'établissements mais bien d'une structuration en réseau où chaque établissement reste celui qu'il est à l'heure actuelle.

**LE PRESIDENT** présente la future structuration de la CUE, avec un Président, un Conseil d'Administration, un Conseil Académique et un Conseil des membres où chaque établissement est représenté. Ce qui est proposé à la réflexion aujourd'hui, c'est l'organisation en collegium, démarche que l'on connaît déjà dans la région Pays de la Loire, une démarche sans RFI, Formation recherche Innovation. Il ne faut pas déshabiller chaque établissement, mais mettre en commun sur les trois axes, des éléments comme le végétal ou l'agroalimentaire ; sur un certain nombre de thématiques, des choses que l'on partage déjà mais qui vont permettre avec cette organisation souple, d'avoir une coordination et un développement. A l'intérieur de ce collegium, il faudra identifier des axes, qui pourraient être portés par l>IDEX. Il y a aussi des comités d'orientation stratégique représentant les Régions, car la déclinaison régionale de l'Enseignement Supérieur et les investissements ne sont pas les mêmes. Les stratégies des métropoles vis-à-vis de leurs universités ne sont pas non plus les mêmes, ce qui est fait par la Ville de Saint Nazaire ou Nantes Métropole pour l'Université de Nantes, est certainement différent de ce que font Lorient ou Vannes pour l'Université de Bretagne Sud. Il rappelle qu'il faut garder cette identité et cette déclinaison aujourd'hui. Il pense qu'au fil des années, puisque cette construction est créée pour plusieurs décennies, la convergence de politiques entre les Régions se fera. Il y a un lien avec les collectivités, qui par nature participent au Conseil d'Administration et participent aussi à ces Comités d'Orientation Stratégique, et au Comité des collegia, sur la déclinaison. Il y a aussi un lien avec le Rectorat, sur l'ESPE et avec les établissements aussi qui sont hors de cette CUE.

**LE PRESIDENT** revient sur le contrat de site, qui est le contrat pluriannuel d'établissement. Il y a tout d'abord un chapeau commun, discuté avec les membres de la CUE, qui vont s'engager le plus dans cette communauté (les membres fondateurs et les membres associés) et une partie spécifique qui reste pour les établissements.

L'intérêt de cette communauté est de ne pas écarter les autres établissements mais de partager la gouvernance, la stratégie dont tous les établissements profiteront.

Si aucun accord n'est trouvé, et qu'on ne peut faire une CUE commune, il pourrait y avoir une déclinaison d'un IDEX au plan breton en allant chercher des forces côté Pays de la Loire, ce qui

démantèlerait notre dynamique au plan régional et générerait une vraie concurrence avec de mauvaises conséquences.

Une seule CUE permettrait d'avoir une lisibilité au plan européen, pour avoir une déclinaison du recouvrement et des complémentarités que l'on a aujourd'hui ; on ne crée rien, tout existe, le tout est de lui donner une lisibilité. Il s'agit de coordonner nos politiques dans le domaine de la SRI, consolider les actions d'aujourd'hui et partager des compétences, avec par exemple une signature scientifique commune, un doctorat commun, une carte de formation complémentaire, et d'organiser la gouvernance du futur IDEX.

Il s'agit de construire une université fédérale en réseau avec des collegium thématiques, assurer le pilotage d'un futur idex, communiquer au sein des établissements pour se poser des questions très simples, dans l'intérêt collectif et l'intérêt de chacun.

Il faut mettre en place un groupe de travail avec des Universités et des écoles, des organismes de recherche pour aboutir à un concept sur cette structuration. Actuellement, les positions des différentes universités sont : six Présidents d'universités fortement engagés, et on demandera aux autres partenaires de se positionner sur la foi de ce qui sera proposé comme organisation. Un moment important se tiendra en avril ou mai 2014, avec une proposition des statuts de la CUE pour que le 22 juillet, ils soient remontés approuvés au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Pour conclure, **LE PRESIDENT** rappelle que la CUE sera une université fédérale en réseau pour coordonner et se développer, les Universités demeurant propres, l'Université de Nantes reste l'Université de Nantes. Il ne s'agit pas d'un processus de fusion, seuls les projets sont mis en commun. Il s'agit de préserver l'Université de la République, c'est à dire assurer une démocratie au sein de cette structure, préserver une formation de qualité et assurer tant la recherche fondamentale que la recherche appliquée.

La question que **LE PRESIDENT** pose aux administrateurs, n'est pas un engagement sur les statuts, mais sur l'étendue du périmètre, régional ou interrégional.

**M.LE LOUREC** pense que la question est biaisée car il ne veut pas discuter uniquement du périmètre. Ceci lui semble trop analytique et il souhaite discuter du tout. Côté personnels, il estime que cette CUE pose problème. Notamment certaines inquiétudes ont surgi, du fait qu'il s'agit d'une structure supplémentaire, on peut craindre une forme d'éloignement des personnels par rapport à la prise de décision. C'est une couche supplémentaire de gouvernance et de pilotage qui se met en place. Il évoque la gouvernance où les personnels seraient moins représentés et où l'élection indirecte serait préconisée dans ce système. Autre inquiétude sur le périmètre de cette CUE, il semblerait que ce ne soit pas simplement les membres fondateurs qui se mettent ensemble et qui acceptent qui ils veulent. Les établissements privés auraient un droit d'accès et on ne pourrait pas les empêcher. Il estime que cette CUE est un cheval de Troie pour faire une mixture public-privé dans laquelle l'Université ne se reconnaît plus.

**M. LE LOUREC** évoque la fusion Rennes 1 – Rennes 2 qui fait partie du paysage universitaire, ce qui à son sens n'est pas si idyllique que cela.

**LE PRESIDENT** rappelle que ce qui est présenté aujourd'hui, ce sont des éléments de discussion. Sur la question de l'application de la loi, il souligne qu'à son sens il n'y a pas eu assez de débats sur ce point, avant la promulgation. Les implications au quotidien, sur le terrain n'ont pas été assez visualisées. Il ne partage pas l'idée de couche supplémentaire, en ce sens qu'aujourd'hui les couches existent mais ne servent à rien. Le PRES, le RUOA sont des couches supplémentaires. L'idée ici c'est d'avoir un élément de coordination d'ensemble et qu'il n'y ait pas des structures en apesanteur qu'on ne maîtrise pas, ou qui ne peuvent pas se développer car on ne les fait pas ensemble. Il a donné dans sa présentation toutes les vigilances vis-à-vis de la CUE, et de ce qu'il souhaite défendre avec conviction, c'est-à-dire que les intérêts de l'Université de Nantes soient préservés. Il précise que lorsque dix membres fondateurs composent la CUE, le suffrage est un suffrage direct ; à partir de onze membres, le suffrage devient indirect. Il soutient qu'il est plutôt pour un noyau resserré et cohérent. Il contredit l'idée que tout le monde peut entrer dans cette future CUE. Chaque établissement qui veut intégrer la CUE, notamment s'il n'est pas du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ne pourra le faire que si les membres le souhaitent.

**M.LE LOUREC** répond que le Ministère exerce finalement une forme de chantage, en tenant les cordons de la bourse, car si le Ministère souhaite faire entrer une école privée, il jouera sur l'aspect financier. **LE PRESIDENT** répond que la position sera très ferme. Il rappelle que c'est bien aux Universités de se positionner et non pas aux politiques de définir le périmètre et les participants à cette CUE.

**LE PRESIDENT** revient sur la question de la fusion de Rennes 1-Rennes 2, en précisant qu'il ne souhaite pas se prononcer, sachant qu'il s'agit de leur politique métropolitaine.

**MME CARON** pense que la collaboration interrégionale existe déjà, avec des UMR, des Fédérations de Recherche, des formations communes, et qu'il faut la renforcer afin de faciliter le travail entre les différents partenaires de recherche ou de formation. **MME CARON** s'interroge sur l'articulation entre l>IDEX, une structure vieille de 10 ans qui doit s'autofinancer à terme, et le reste de la CUE. Elle fait remarquer que dans l'organisation de la gouvernance, elle voit une multiplicité de cases. Elle s'interroge aussi sur les Universités. Comment vont-elles procéder pour garder leurs prérogatives, en fonction du contrat pluriannuel ? Le contrat pluriannuel va être signé entre la CUE, le MESR et les collectivités. La répartition par budget et par emploi va donc être selon elle très centralisée. Enfin, elle met l'accent sur la stratégie intelligente, ciblée sur un certain nombre de thématiques, et s'interroge sur la marge de manœuvre qui restera pour les universités et les laboratoires.

**LE PRESIDENT** recentre le débat, car les questions sont identiques que ce soit régional ou interrégional. La place des établissements, les dévolutions, le contrat de site, que ce soit entre Nantes-Angers-Le Mans ou avec l'UBS, l'UBO ou Rennes, les questions sont strictement les mêmes. Donc autant s'assurer une coordination sur une légitimité scientifique de formation que l'on a aujourd'hui, que de faire une structure où l'on va être en négociation continue pour savoir comment piloter les choses communes. Il souligne que toutes les questions, il se les pose aussi ; elles sont toutes légitimes. Ce contrat il est majeur, et portera sur ce que l'on met en commun sans déshabiller les établissements. Ce qui sera décliné sur une démarche Recherche Formation Innovation, sera décliné au plan régional et on s'assure d'avoir cette coordination avec la formation et la recherche et l'innovation dans différents domaines.

**M.POUZAINT** souligne que le SGEN-CFDT est partisan du travail interrégional mais la question politique repose sur la nature de ce travail interrégional : coordination et construction de projets en commun ou une simple fusion ? Il rappelle que la culture française est plutôt une culture de centralisation. A chaque fois qu'ont été mises en place des structures de coopération, il a été rajouté peu ou prou, des couches administratives qui viennent se substituer sans aucune efficacité opérationnelle ni aucune valeur ajoutée au travail de ce qui se faisait déjà. Il prend l'exemple du fonctionnement de l'AIP Primeca, où des coopérations sont mises en place, des projets mutualisés, des journées thématiques, des investissements en commun, des collaborations dans le domaine de l'innovation et de l'automatique. C'est une structure administrative légère et c'est en cela qu'elle fonctionne bien. Il énonce aussi des contre exemples, comme l'IRT Jules Verne, qui selon lui est le contre exemple d'un travail en commun. La question de la nature de la structure à venir est importante. **M.POUZAINT** souhaite un travail interrégional avec des échanges d'expériences, des projets en commun, à tous les niveaux déjà cités, recherche, formation, innovation et transfert technologique.

**LE PRESIDENT** adhère à ce qui vient d'être échangé car ceci illustre son propos. Dans la réflexion aujourd'hui il ne s'agit pas d'un mode fusionnel mais d'un mode fédéral, ce qui est unanimement partagé par les universités aujourd'hui.

**MME SAMI** aurait souhaité avoir les documents avant, afin d'anticiper ce sur quoi elle aurait à se prononcer et la teneur des discussions entre les six présidents d'université. Elle souligne que la CUE est un nouvel établissement, non autonome ; elle souhaiterait connaître les implications du fonctionnement de la CUE, sur les Universités.

**LE PRESIDENT** rappelle aussi que la loi a été votée, que la CUE est désormais instituée et qu'il désormais trouver le modèle le plus adapté à l'Université de Nantes. Il estime que ce qu'il présente, est ce qui préserve le plus l'histoire et l'existence de nos universités. Si l'on prend l'exemple de la délivrance du doctorat, aujourd'hui, dans le cadre de la future CUE, le doctorat serait délivré sous un sceau commun. Si on l'appelle Université Bretagne- Loire, pour faire simple, le sceau serait Université Bretagne-Loire-Université de Nantes. La lisibilité devient commune et se faisant l'Université



de Nantes y gagnera une puissance de publication sur le territoire, donnée par cette Communauté, inexistante aujourd'hui.

**MME SAMI** estime, sans remettre en cause la loi, que les décrets d'application n'étant pas encore sortis, il ne faut pas les anticiper en créant la CUE trop rapidement. **LE PRESIDENT** précise qu'il y a 123 décrets qui doivent sortir avant le 23 janvier 2014.

**MME SAMI** repose sa question relative à l'existence future de l'Université de Nantes. Elle souhaite aussi connaître la façon dont vont se répartir les moyens dans le cadre du contrat pluriannuel entre le Ministère et CUE. Pour les processus de décision, elle prend l'exemple des PRES, où les universités ne sont pas dessaisies de leurs prérogatives.

**LE PRESIDENT** prend un exemple de succès du PRES, la cellule Europe et rappelle que onze personnes y travaillent aujourd'hui. C'est cela qui doit être décliné, mettre en commun sur un périmètre interrégional, des moyens pour faire à plusieurs ce que l'on ne peut pas faire seul. Notre puissance sur ce périmètre là, sera ainsi d'une toute autre nature.

**MME SAMI** n'est pas convaincue que les CUE préservent la démocratie. Elle estime aussi par ailleurs que concernant l'accès à l'Enseignement Supérieur, les étudiants ne peuvent pas suivre des formations quand elles sont trop loin. Enfin, elle pense que les structures vont modifier le paysage universitaire et souhaiterait qu'il y ait au delà de la communication avec les personnels, une véritable consultation.

**M.GUEVEL** estime que l'option retenue d'interregionalité est intéressante et constitue une direction constructive, un périmètre raisonnable et cela lui semble l'option politique la plus intéressante à ce stade. Il souhaite que les six présidents et les universités concernées, arriveront aussi à convaincre les collectivités de ces deux régions, que cette option est stratégiquement et à long terme la meilleure. Il précise aussi qu'il est favorable à l'université fédérative quand ceci peut permettre des collaborations qui sur le terrain, ont un sens, un vrai intérêt. Du point de vue de la recherche, beaucoup d'interactions fructueuses sont déjà en place. Du point de vue de la formation, nécessairement sur un périmètre comme celui-ci, les flux d'étudiants montrent bien cet intérêt. **M.GUEVEL** s'inquiète de ce que depuis 15 ans, ces opérations de mise en commun sont tentées. Aujourd'hui la loi nous impose cette structuration. A l'époque, il y a 15 ans, le RUOA était selon lui, une sorte de mise en réseau intéressante et qui avait du sens. Il souhaite que cette ambition politique soit d'une efficacité telle que l'international sera pris en charge.

**LE PRESIDENT** précise qu'aujourd'hui seule la Région Bretagne freine, toutes les autres collectivités soutiennent.

**LE PRESIDENT** souligne qu'il a accepté de présider le RUOA, à la seule condition, qu'on l'arrête et à l'unanimité.

**MME DANIEL** rappelle que beaucoup de collectivités soutiennent la démarche, ce qui est le cas de Nantes Métropole, la Région Pays de la Loire et de la CARENE. Ceci est le fruit d'un travail qui a été mené sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche, à la fois dans le cadre du dialogue renforcé qui a été établi avec Rennes, et dans le cadre Métropolitain Loire Bretagne où, entre les agglomérations des régions Bretagne et Pays de la Loire, ont été désigné des chantiers prioritaires sur lesquels il faut travailler en commun : l'ESR, les transports, le tourisme et la culture. Ces chantiers sont stratégiques pour le développement de l'Ouest. Cette démarche interrégionale est soutenue aussi, car clairement pour le même jeu de contraintes en terme d'organisation, de prise d'habitude de travailler ensemble, de définition et d'application de règles communes et de règles nouvelles, le périmètre, en terme de visibilité, de lisibilité, d'objet, déploie beaucoup plus qu'un cadre régional. Elle souligne aussi, qu'il y a des spécificités des régions, mais ce cadre est relativement équilibré. **MME DANIEL** rappelle l'effet d'un dialogue renforcé avec Rennes, d'un moteur identifié autour de Nantes et Rennes et ensuite un dialogue constructif et équilibré avec les autres partenaires. Un schéma de développement universitaire sur le pôle de l'agglomération, en coordination avec Saint-Nazaire se construit, avec les acteurs de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Ceci doit renforcer l'Enseignement Supérieur à Nantes et la visibilité de la place nantaise globalement dans le dispositif.

Elle estime que cette interregionalité constitue une dynamique qui aura vocation à contribuer au développement de tous. Elle souligne que les enjeux et les ambitions doivent dépasser les contraintes d'organisation.

**M.LE LOUREC** revient sur les établissements privés. Il ne croit pas à la capacité des universités de dire non à leur entrée dans la CUE lorsque celles-ci sont conditionnées à des attributions de moyens. **LE PRESIDENT** rappelle que ces établissements ne font pas partie du contrat de site.

Sur la démocratie, **M.LE LOUREC** rappelle que les responsables politiques successifs, depuis l'avènement de la LRU, ont cherché à imiter des modèles anglo saxons, c'est à dire effacer le poids de la représentation des personnels et des étudiants dans les organes de décision, dans les instances au profit des personnalités extérieures. Il estime que la CUE ressemble à ce qui se passe dans les collectivités territoriales notamment dans les communes, avec le suffrage indirect. Les instances seront composées uniquement d'exécutifs dans la mesure où ce sont les majorités de chaque établissement qui siégeront.

**LE PRESIDENT** informe qu'il n'y a pas de réponse écrite du Ministère mais il partage la vigilance de **M.LE LOUREC** sur cette thématique.

**M.LE LOUREC** estime que peu importe le vocabulaire utilisé, la CUE est bien une fusion, à partir du moment où des moyens sont attribués à cette CUE et que les statuts sont ceux d'un établissement. Ce sont les moyens qui déterminent la politique générale.

**M. CATALA** considère la démarche pertinente et se dit avoir toujours été favorable à ces regroupements d'établissements dans le contexte actuel. Le périmètre du grand ouest est pertinent notamment par rapport au projet d'IDEX. Il s'interroge sur l'efficacité de la structure, en essayant de faire mieux que l'actuel PRES et voudrait plus de signes forts de dévolution de compétences sur des points précis, au niveau de la visibilité internationale. **LE PRESIDENT** fait remarquer que ces questions sont actuellement en débat. **M.CATALA** souhaite que la structure soit simple pour convaincre de sa pertinence et il s'inquiète sur le périmètre, de la position de Brest, en gardant toujours en tête que le but est de construire l'IDEX.

Selon **LE PRESIDENT** pour que la structure soit efficace, il faut limiter le nombre de membres fondateurs directement dans les statuts. Si l'UBO n'est pas membre fondateur, il sera membre associé. C'est l'un ou l'autre et dans les deux cas, l'UBO pourra participer à l'IDEX.

**MME JOLLIET** souhaite préciser que l'ensemble Santé est convaincu de la pertinence de la création d'une CUE, une fédération, avec la mise en commun de ce qui apporte une plus value. L'ensemble Santé a souffert de certaines carences, dans la réponse aux appels d'offre nationaux d'excellence, ou même lors de congrès internationaux où Nantes n'est pas toujours connue des collègues outre atlantique. L'ensemble Santé a déjà agi dans ce sens à maintes reprises par des collaborations, tant en recherche qu'en formation.

**M.BROCHARD** intervient au sujet des personnels des PRES. Il est plutôt favorable à l'interregionalité à la condition de conserver un côté fédéral à la structure. Il estime qu'il est temps d'impliquer les personnels et une consultation lui paraît nécessaire et impérative de façon à ce que les personnels se sentent concernés et soient informés de la future CUE. Il souhaite que soit établi un calendrier de présentation de ce projet. Sur la structure qui va être mise en place, il annonce qu'il va être très vigilant sur les affectations des personnels et sur la situation des personnels actuels du PRES qui sont contractuels, et très inquiets. Il souhaiterait que le Président intervienne pour les rassurer.

**MME COUDRIER** souhaite un rapprochement et un réseau au niveau du grand ouest, la stratégie coté CHU étant similaire et allant même au delà de la Région Bretagne-Pays de Loire puisque le groupement de coopération sanitaire intègre également la région centre et la région Poitou Charentes. Cette logique de coopération, de collaboration et de réseau dans un souci de lisibilité, d'éligibilité à des grands projets et à leurs financements. Une grande vigilance est nécessaire vis-à-vis de politiques non encore concordantes de l'UBO et de la Région Bretagne.

**LE PRESIDENT** s'engage à faire une présentation du projet et expliquer concrètement sur le terrain les enjeux de cette CUE.

**M.LE LOUREC** explique que certains des administrateurs vont s'acheminer vers un refus de vote, ne pouvant pas voter pour seulement une partie du projet.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

**Le Conseil d'Administration est favorable avec 20 voix pour et 3 abstentions et 5 refus de vote, à ce que la démarche de mise en place d'une Communauté d'Universités et d'Etablissements à l'échelle interrégionale soit poursuivie.**

### **POINT 3 : POINT SUR LES AXES PRIORITAIRES DANS LE DOMAINE DE LA POLITIQUE IMMOBILIERE :**

#### **POINT 3.1 : ETUDE DE PREPROGRAMMATION DU VOLET UNIVERSITAIRE DU FUTUR CAMPUS HOSPITALO- UNIVERSITAIRE.**

**M.KEROUANTON** présente l'évolution du site santé CHU et le déplacement très certain de l'ensemble hospitalo universitaire sur l'île de Nantes, avec de forts enjeux urbains qui en découlent. Il souligne la volonté d'accompagner l'ensemble du dispositif dans une mise en cohérence soins-formation-recherche et la nécessité de préprogrammer ce déplacement des surfaces de formation en santé. Une étude de définition des schémas directeurs des surfaces de formation en santé a été lancée : elle comprendra la réalisation d'un diagnostic formationnel des formations en santé, la définition des besoins des utilisateurs et des choix de scénarios d'implantation.

**M.KEROUANTON** remercie la Région et Nantes Métropole de leur accord sur le cofinancement de l'étude.

**M.GUEVEL** souhaite savoir si c'est une évidence qu'au sein du projet, les trois composantes de Santé migrent vers ce nouveau campus.

**M.KEROUANTON** répond que les enjeux d'aujourd'hui sont de maintenir la formation initiale type PACES sur des bâtiments comme Bias et Kerneis, qui sont des structures batimentaires récentes et qui fonctionnent bien. Toutes les formations supérieures sont encore plus liées au plan soins-formation-recherche d'où un rapprochement essentiel avec le CHU.

**MME JOLLIET** évoque la dissociation à faire entre l'enseignement indifférencié de la première année et l'enseignement professionnalisant des autres années. Le regroupement des soins, des chercheurs et de la formation est essentiel. Elle souligne qu'il y a un certain nombre de professions paramédicales, et l'école de sage femme qui travaillent étroitement avec l'UFR de Médecine.

**M. BIAIS** précise qu'un compte à rebours est engagé dont il faut avoir conscience sur deux bâtiments : l'IGH de Médecine dont il sera difficile d'assurer la maintenance au delà de 2025. Des travaux de mise en sécurité sont engagés dès cette année, avec le soutien fort de Nantes Métropole, ce qui devrait permettre de condamner des étages et de passer du statut d'IGH à ERP, ce qui permettra de requalifier les normes de sécurité. Mais d'ores et déjà, il sera difficile de faire vivre la faculté de Médecine dans son état actuel après 2025. L'autre compte à rebours concerne la faculté d'Odontologie, qui aujourd'hui illustre tout à fait le jeu à la nantaise avec l'imbrication forte des soins, de l'enseignement et de la recherche. A compter de 2023, date du transfert du CHU, ce triptyque sera donc en partie rompu. Il faut trouver des solutions pour recréer cette continuité sur la partie odontologie.

**MME COUDRIER** se réjouit du lancement de cette étude de préprogrammation. Compte tenu du périmètre annoncé de l'étude, qui inclut des activités qui sont aujourd'hui de la compétence du CHU, elle souhaite que le CHU soit partie prenante dans cette étude.

**M.GODIVEAUX** est favorable à ce projet de campus hospitalo universitaire sur l'île de Nantes. Il souhaite savoir quel est le projet pour la Bibliothèque Universitaire et s'il est prévu d'en faire une nouvelle sur le futur site.

**M.KEROUANTON** précise qu'en l'état actuel, il ne s'agit que d'un projet et pour l'instant, la transposition de la Bibliothèque n'est pas envisagée.

**M.BIAIS** complète le propos en évoquant la problématique des animaleries, avec une mobilisation de deux CPER en volume financier entre 2020 et 2030. Si on ne se prépare pas à mobiliser une aide exceptionnelle telle que campus prometteur pour l'actuel CPER, on aura du mal à finaliser et à répondre à l'ensemble des besoins. Lancer dès à présent cette étude, est extrêmement important pour faire prendre conscience à tous les acteurs internes et les collectivités de l'ampleur du chantier à réaliser pour que cette brique pédagogique soit complètement intégrée dans le futur campus hospitalo-universitaire.

**MME CARON** revient sur les moyens et évoque une enveloppe qui avait été déterminée pour le CHU et son déplacement sur l'île de Nantes. Elle souhaite savoir quel est le lien avec cette enveloppe là pour le volet universitaire et connaître le budget global du projet.

**M.KEROUANTON** répond que pour le moment le budget du déplacement des formations santé sur le futur campus, n'est pas déterminé et que l'étude va servir à cela.

**MME COUDRIER** rappelle que côté CHU il y a un financement spécifique du Ministère de la Santé pour la partie soins. L'intérêt du CHU à participer à l'étude de preprogrammation est double : dans le souci d'un continuum soin-enseignement-recherche, il est important que le CHU soit partie prenante à une réflexion sur des activités d'enseignement et de recherche qui concerneront des professionnels qui exerceront également leurs activités cliniques à l'hôpital. La deuxième raison c'est que dans la dimension enseignement, il y a les enseignements professionnels des sages femmes, des infirmières ; ces instituts de formation sont actuellement sous la responsabilité du CHU en tant que gestionnaire, sous la tutelle régionale, et donc la réflexion sur l'évolution de ces parties de l'activité d'enseignement sont propres au CHU.

**MME SAMI** s'interroge sur le budget du déplacement du CHU, en précisant que le Centre hospitalier est à ce titre Universitaire et estime que la partie universitaire devrait y être budgétisée.

**MME COUDRIER** explique que le budget du CHU est un budget financé par l'assurance maladie et pour ce qui concerne les investissements, par ses fonds propres et le Ministère de la Santé. La partie universitaire du CHU n'est pas gérée par le Ministère de la Santé.

**LE PRESIDENT** annonce que la convention entre le CHU et l'Université sera signée ce jour, pour partager des éléments de stratégie et pour faire le lien entre les deux ministères de tutelle.

**M BIAIS** revient sur le financement du projet et souligne que la principale source de financement aujourd'hui ce sont les CPER, dans leurs formats actuels. L'ampleur de ce projet et d'autres nous montre la limite de l'exercice de faire une planification sur 5 ans. On est aujourd'hui obligé d'anticiper la planification des CPER à 15 ans, au moins sur le volet immobilier. La période 2020-2030 sera teintée fortement par les problématiques facultaires de l'ensemble santé et de la recherche fondamentale dans le domaine biomédical.

### **POINT 3.2 : POINT D'INFORMATION « NOUVEAU TERTRE »**

**M.KEROUANTON** présente son document relatif à l'opération « campus prometteur ».

**MME ISHOW** constate que lorsqu'on se donne le temps de réfléchir, et que rien n'est imposé, on arrive à construire des choses économes et justes.

**M.CATALA** au nom de l'ensemble des Directeurs de laboratoire du site rappelle la nécessité la nécessité d'obtenir des surfaces pour pouvoir organiser des colloques, pour inviter des collègues étrangers. La solution envisagée de transformer le Château en espace d'accueil de prestige pour les manifestations scientifiques, ou pour les réunions générales du Conseil, est une excellente solution. Cet espace manque actuellement sur le site du Tertre.

**M.CATALA** réaffirme aussi l'inquiétude des collègues sur la phase de déménagement, et la succession des travaux. Il faut une cohérence dans les déplacements de composantes de manière à ce que le travail puisse malgré tout continuer à se faire dans des conditions raisonnablement efficaces durant la durée des travaux.

**M.LE LOUREC** revient sur l'espace libéré à recteur Schmitt par l'ESPE. Il souhaite savoir si les personnels sont informés et si le seul site Launay Violette va suffire. **LE PRESIDENT** rappelle que ceci a été vu avec l'ancien Directeur de l'IUFM.

#### **POINT 4 : PRESENTATION D'AXES STRATEGIQUES ET DE MISSIONS D'UN MEMBRE DU BUREAU : CONTRACTUALISATION INTERNE, BILANS ET PERSPECTIVES**

**M.BERNOUSSI** présente un compte rendu de cette contractualisation interne. Il s'agit d'un nouveau dialogue de gestion rénové avec les composantes, basé sur une confiance entre les composantes et la Présidence.

**M.BERNOUSSI** remercie la cellule de soutien à la contractualisation et au contrôle de gestion pour ce travail et **M.CLERFEUILLE** qui avait précédemment entamé le travail.

**M.BERNOUSSI** précise que dans son document, il a intégré les demandes des Administrateurs lors du dernier Conseil d'Administration, qui souhaitaient avoir une vision globale des taux d'encadrement notamment.

**MME SAMI** remercie pour ce document. Elle s'interroge sur le nombre d'heures équivalents TD. **M.BERNOUSSI** précise qu'il s'agit du nombre de charges réalisées par la composante.

**M.GUEVEL** remercie à son tour pour les éléments d'information. Il souligne que pour les ressources, il aurait souhaité avoir au delà du potentiel brut enseignant-chercheur/enseignant, une conversion en nombre d'heures, le nombre de personnels par catégorie professionnelle. Il fait remarquer que concernant les UFR de Médecine et de Pharmacie, une action est fléchée sur les deux UFR. **LE PRESIDENT** précise qu'il s'agit du Tutorat, qui est de manière équivalente sur ces deux composantes du fait que les étudiants s'inscrivent en PACES, indifféremment en Médecine ou Pharmacie.

**M.GUEVEL** remarque qu'il y a un déficit de 30 à 50 % d'heures dans toutes les composantes sauf pour l'ESPE. Il réclame un exposé des 21 composantes, dans tout ce qui peut comporter leur force et leur faiblesse, leurs ressources et le potentiel dont elles disposent pour assumer leur mission, de façon à ce que les administrateurs, lorsqu'il y a des arbitrages ou des décisions à prendre en Conseil d'Administration, puissent avoir des éléments d'information et des indicateurs clairs sur la situation intra composante. Clairement, il souhaite que l'Etablissement se projette vers un avenir où les 21 composantes auront les mêmes conditions de travail, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Il souhaite que les CPOM servent à cela.

**LE PRESIDENT** souhaite que le dialogue soit moins technique mais plus stratégique au niveau d'une composante, ou au niveau d'un pôle.

**MME SAMI** souligne qu'il ne faut pas perdre de vue que les enseignants interviennent au niveau de l'ESPE mais aussi dans les différentes UFR dans le cadre des CAPES ou Agrégation.

**M.CATALA** s'interroge sur l'ESPE et sur ses moyens. Il veut en débattre avec le Directeur de l'ESPE en Conseil d'Administration. Il s'interroge sur cette disproportion de moyens entre l'ESPE et les autres composantes, pas seulement au niveau des heures d'enseignement mais aussi au niveau de l'encadrement administratif. Il fait remarquer que l'ESPE a aussi obtenu une dotation en heures complémentaires de 3000 heures.

**LE PRESIDENT** souligne que pour le moment les interlocuteurs de l'ESPE ne sont pas encore définis puisqu'il n'y a pas encore de Directeur. Il informe que le premier Conseil d'Ecole de l'ESPE a eu lieu jeudi 21 novembre.

**M.BIAIS** précise aux Administrateurs que les documents remis sont une synthèse des CPOM mais ce n'est pas l'intégralité par composantes. Il souligne aussi qu'il s'agit de l'arbitrage rendu au titre de l'exercice 2014, avec une tranche 2015 et 2016. Dans les arbitrages rendus, il y a l'approche par pôles qui a été mis en avant, avec des actions mutualisées parce que portées par un regroupement de composantes pour offrir des prestations aux étudiants de meilleure qualité à l'échelle d'un groupe de composantes. Sur l'ESPE, entre les Directeurs Généraux des Services de l'Université d'Angers, de Nantes et du Mans, un travail de réflexion est engagé, pour que les sites académiques distants, soient d'avantage mutualisés avec des services supports des universités partenaires. Ce travail n'est pas simple car il y a des problématiques statutaires et des contraintes batimentaires.

**M.POUZAIN** complète le propos en indiquant qu'il ne faut pas s'arrêter aux chiffres bruts des composantes. Il rappelle que l'IUFM a été intégré à l'Université de Nantes en 2007. La réforme a fait baisser aussi le nombre de candidats et donc d'inscriptions à l'ESPE. Il rappelle aussi que la Direction de l'IUFM n'a pas aidé, dans la période récente, à établir la réalité des chiffres. Il veut que la direction future de l'ESPE ait un véritable projet avec une ambition, en repensant dans une analyse globale les différents moyens et attributions de personnels.

**LE PRESIDENT** souhaite souligner qu'avec le changement et le passage de l'IUFM à l'ESPE, il y a 40 % d'étudiants en plus cette année.

**M.GUEVEL** souhaite que soit différencié, notamment dans les ressources propres, ce qui provient des contrats de recherche et ce qui émane de ressources captées par la composante.

#### **POINT 5 : ADOPTION DU BUDGET RECTIFICATIF N°2 DE L'EXERCICE 2013 (APRES AVIS DE LA CPCA)**

**M.BARBU** présente le budget rectificatif.

**M.GANGLOFF** s'interroge au regard du plan de retour à l'équilibre sur l'effet résiduel des gels de postes. Il souhaite savoir si il y a une estimation de ce que cela représente pour 2014. Etant donné que la subvention exceptionnelle de un million d'euros ne sera pas versée en 2014, les gels de poste pourront ils être réduits pour l'an prochain.

**M. BARBU** précise que sur le plan de l'exploitation, cela va mieux mais principalement par le coté artificiel du dopage des comptes, par le versement de la subvention exceptionnelle. Si on enlève les 2,2 millions d'euros d'aide qui ont servi à renflouer la trésorerie, les résultats ne seront pas positifs.

**LE PRESIDENT** souhaite préciser qu'il ne faut pas s'attendre à un relâchement du plan de retour à l'équilibre même s'il y a des signes encourageants montrant que l'effort collectif paye.

**MME SAMI** précise que l'équilibre est très fragile, sachant que cette année, le budget a été dopé par des subventions exceptionnelles de la Région, de Nantes Métropole, du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Le déficit de l'Université de Nantes, comme quasiment celui de toutes les universités, est structurel. Elle propose lors du prochain Conseil d'Administration où sera discuté le budget, que soit pris en compte de façon précise ce que l'Etat doit à l'Université de Nantes.

**M.BARBU** rappelle que l'état a accompagné l'Université pour l'année 2013, et il est évident que les dotations ne sont jamais assez suffisantes pour la masse salariale. Toutefois, on a assumé un budget difficile à tenir avec des efforts demandés à tout l'Etablissement et qui ont payés. Il faut s'en féliciter collectivement. Sur la négociation avec l'Etat, il faut faire attention, et être responsable en annonçant des chiffres réalistes sur notre situation et ne pas tomber dans le catastrophisme car au vu de la réaction du Ministère envers les autres universités, ceci pourrait se retourner contre nous. Il y a un équilibre difficile à trouver entre mettre en évidence les besoins et montrer qu'on est sérieux aux commandes de la gestion de l'Etablissement.

**MME SAMI** estime qu'il suffit de demander à l'Etat ce qu'il doit à l'Université de façon structurelle. **LE PRESIDENT** rappelle qu'il n'attend pas le budget pour le faire.



**M.TOSTIVINT** souhaite savoir où figure dans les documents, la taxe d'apprentissage, qui à son sens est une ressource de l'Université. Il voudrait connaître le montant et savoir si l'évolution a été prévue eu égard aux interrogations liées à la réforme de la formation professionnelle. **M.BRANCHEREAU** précise en terme de prévisions sur l'exercice 2013 qu'il y a environ 3.5 millions d'euros de taxe d'apprentissage. Ce qui est prévu dans le plan de retour à l'équilibre budgétaire, c'est une augmentation de 5% par an. En parallèle, est menée une campagne active sur la taxe d'apprentissage, pour effectivement que les organismes collecteurs et donc les entreprises, versent à l'Université de Nantes, notamment sur les formations par apprentissage.

**M.TOSTIVINT** demande si l'Université est habilitée à collecter le quota et le hors quota, ce à quoi **M.BRANCHEREAU** répond par l'affirmative.

**MME CARON** souligne que structurellement, il y aura toujours le manque du GVT (Glissement Vieillesse Technicité), et s'interroge sur la manière dont l'Université va pouvoir le combler. **LE PRÉSIDENT** explique que s'il faut mettre en évidence le manque du GVT, il faut aussi souligner que l'Université de Nantes n'est pas du tout dans la situation de l'année dernière.

**M.LE LOUREC** souhaite aussi ajouter dans cette discussion la précarité et l'exécution des dotations que l'Etat a donné.

**M.BIAIS** relève un point de vigilance, par rapport aux échanges avec le Rectorat. Il faut faire remonter le fait que dans les critères qui sont aujourd'hui envisagés pour répartir les 1000 postes, on ne tient pas compte des efforts de gel de postes de chaque université. Il pense que cet élément doit être pris en compte dans la répartition décidée au plan national sur les 1000 postes. Il existe un système d'allocation de ressources qui cotent les établissements en tant que sous-dotés ou sur-dotés, mais ce système là ne prend pas en compte les efforts internes qui sont malgré tout significatifs. **LE PRÉSIDENT** s'engage à le rappeler.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

**Le Conseil d'Administration approuve avec 20 voix pour et 7 abstentions, le budget rectificatif n°2 de l'exercice 2013.**

#### **POINT 6 : APPROBATION DU RECRUTEMENT D'UN ENSEIGNANT-CHERCHEUR CONTRACTUEL (APRES AVIS DE LA CPCA)**

**M.BENHAMOU** présente le projet VACARME et le recrutement d'un enseignant chercheur contractuel, dans le cadre des projets Recherche Formation et Innovation (RFI).

Il souligne que c'est une véritable demande stratégique à la fois sur la recherche fondamentale, sur la biologie, sur la génétique et sur le développement des formations sur ce sujet.

La demande de recrutement concerne un enseignant chercheur généticien contractuel sur 3 ans non renouvelable avec un salaire chargé de 60.000 € par an.

La fiche de poste stipule que l'enseignant contractuel recruté, assurera des enseignements de génétique et génomique dans des formations qui existent déjà en Licence 3, Master 1 et Master 2. En terme de recherche, il sera rattaché à l'Institut du Thorax pour la contribution de recherche sur des programmes de génétique humaine portant sur les pathologies du système cardio-vasculaire.

**M.BENHAMOU** rappelle l'avis favorable de la Commission de la Recherche sur l'ouverture du recrutement et sur la mise en place du comité de sélection conformément à la procédure votée en Conseil d'Administration.

**MME SAMI** informe que le Conseil de gestion et le Conseil scientifique de l'UFR Sciences ont émis un avis défavorable sur le recrutement. Le recrutement d'un contractuel ne peut se substituer au recrutement d'un personnel titulaire. Le conseil de gestion de l'UFR n'a pas remis en question le projet

Vacarme en lui-même et mais c'est le poste d'enseignant contractuel qui a été rejeté. Elle souligne que le recrutement est pour 3 années et que passé ce délai, l'enseignant, qui aura accompli une tâche importante notamment en terme de mise en place d'une formation, sera exclu. Elle souhaite que ce poste soit pourvu par un enseignant statutaire. Il est dangereux d'ouvrir une brèche au niveau des formations faites par des enseignants chercheurs contractuels notamment du fait de la continuité des enseignements.

**M.GUEVEL** est surpris par la fiche de poste et s'interroge sur l'habilitation de ce master, où l'on se pose seulement aujourd'hui les questions de structuration et d'enseignement. Les missions décrites autour de l'enseignement, sont à attribuer à un professeur titulaire de l'Université formé pour assumer ce genre de missions. Ensuite, il relève qu'il n'a pas entendu lors de la présentation, de justification aux 96 heures d'équivalents TD par an. Il s'interroge sur cette différence de traitement entre des titulaires et un contractuel enseignant chercheur. Enfin, il revient sur les arguments avancés par le Conseil de gestion de l'UFR Sciences qui a voté contre cette demande. Il souhaite savoir pourquoi ces questions n'ont pas été évoquées avant d'ouvrir le master.

**MME ISHOW** rappelle que cette demande en génétique ne date pas d'aujourd'hui, c'est un manque qui semble être récurrent. Elle souligne que la personne pressentie pour ce poste est un jeune enseignant qui a fait ses preuves et à qui on ne propose qu'un poste de contractuel. La personne est déjà en poste depuis quelques années et elle signale qu'au bout des 3 années, l'UFR sciences sera forcée de lui proposer un poste en CDI.

**M.BELLETTRE** indique que pour la cohérence de l'Etablissement, dans le cadre de nos objectifs partagés au sein de l'Université, il ne faut pas sous estimer l'avis du Conseil de gestion de l'UFR Sciences. Il souligne que mettre un précaire sur un poste à responsabilités est très compliqué et génère des situations difficiles. Il maintient que ce n'est pas le rôle des enseignants contractuels que de monter des choses qui ont vocation à être pérennes. En terme de charges, il revient sur le référentiel et s'interroge sur les charges de ce poste.

**MME JOLLIET** revient sur le projet. Elle souligne le côté novateur et récent du développement du projet. Il met en route une interdisciplinarité vraie, un partenariat fort de sciences fondamentales de l'ensemble santé et des Sciences Humaines et Sociales sur un projet récent pour lequel il était bien difficile de prévoir dans les CPOM. La qualité du projet fait qu'il peut attirer des chercheurs extrêmement brillants.

**MME SAMI** répète qu'à aucun moment la qualité ou l'intérêt du projet n'a été remis en question.

**M.BERNOUSSI** rappelle le dispositif établi par une délibération du Conseil d'Administration de juillet 2010 : chaque recrutement devra être soumis à l'avis ou l'approbation des instances.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

**Le Conseil d'Administration n'approuve pas avec 12 voix contre, 4 voix pour et 10 abstentions, le recrutement d'un enseignant chercheur par l'Institut du Thorax.**

## **POINT 7 : APPROBATION DES STATUTS DU SERVICE UNIVERSITAIRE DE PEDAGOGIE**

**M.LE BLAY** rappelle le contexte de mise en œuvre de ce service universitaire de pédagogie (SUP) qui repose sur deux démarches : la première est celle du projet politique portée par le Président qui inscrivait très clairement dans les axes que l'établissement souhaitait mettre en avant, la possibilité de se doter d'une structure d'accompagnement et de formation à la pédagogie pour les enseignants et les enseignants chercheurs. Cette volonté avait donné lieu dans la constitution de l'équipe présidentielle de la nomination d'un conseiller en charge de l'innovation pédagogique en la personne de M.POTTIER, dont l'un des objectifs principaux était de mettre en place le projet de service universitaire de pédagogie. Le 2ème élément de la démarche, était de mettre l'étudiant au cœur de l'université et favoriser la réussite des étudiants. L'établissement a eu à travailler sur un projet global de promotion de réussite des étudiants, projet associé à l'attribution par le Ministère d'un poste et la création d'un service.



Les objectifs sont d'accroître le niveau de formation pédagogique des enseignants et des enseignants chercheurs de l'Université et de travailler sur la valorisation du volet enseignement dans la carrière d'un universitaire.

Les missions du service sont d'accompagner à titre individuel ou collectif les enseignants et les enseignants-chercheurs de l'Université dans leur pratique pédagogique. Le SUP sera donc une instance de conseil, d'accompagnement, de formation et de mutualisation d'expériences et de ressources pédagogiques.

**M.LE BLAY** présente l'organigramme de ce nouveau service rattaché à la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire, les personnels du SUP intégrant une structure existante ce qui leur permettra d'être opérationnels immédiatement. Le Directeur nommé par le Président est un enseignant-chercheur qui travaillera en lien direct avec la DEVU et le Vice-président en charge de la formation et de la vie universitaire ; il sera accompagné de deux conseillers pédagogiques et un assistant. Ce service s'appuie aussi sur la collaboration d'un certain nombre d'instances de l'établissement. Est prévu aussi un lien opérationnel entre la Direction de l'informatique et le SUP ainsi qu'un lien avec la recherche avec le Centre de Recherche en éducation de Nantes (CREN), et une collaboration étroite avec l'ESPE.

Un Conseil stratégique du SUP définira à l'échelle de l'établissement les grandes orientations du service.

**MME JOLLIET** souhaite préciser que M.POTTIER est un Professeur des Universités Praticien Hospitalier qui exerce au CHU une activité de médecine interne. Il a été nommé comme professeur des universités sur une activité d'innovation pédagogique. La recherche en pédagogie est une discipline nouvelle à part entière.

**M.KERBOURC'H** souligne qu'il faut veiller à ce que ce service travaille en partenariat avec les composantes, car il y a un énorme besoin et actuellement une partie de cette activité d'innovation pédagogique est externalisée. Il s'interroge sur la mise en place d'une plateforme de e-learning pour l'IRFFLE et sur les liens avec les composantes.

**M.LE BLAY** répond que l'un des premiers objectifs du SUP et il y travaille déjà, est de réaliser un état des lieux des ressources, des pratiques et des usages au sein de l'Etablissement de manière à les analyser et surtout à aller vers un échange des pratiques des ressources et des compétences qui puissent être mis au service de l'ensemble de l'Etablissement et pas seulement d'un certain secteur. Par exemple, la plateforme de e-learning de l'IRFFLE peut être un outil dont le SUP peut s'emparer pour proposer à l'échelle de l'Etablissement de nouvelles ressources.

**M.BERNOUSSI** précise que la plateforme de e-learning de l'IRFFLE, dont la vocation est de développer le français langue étrangère à destination des entreprises, est donc une source de ressources supplémentaires.

**M.BROCHARD** est favorable à la création de ce service mais se dit surpris de la structure retenue et de l'intégration de ce service au sein de la DEVU. Il s'appuie sur les différents services déjà créés dans d'autres universités, et constate que ce sont tous des services à part entière. Il souhaite savoir s'il s'agit d'une étape pour créer ce service rapidement et après qu'il soit autonome et directement rattaché à la Direction Générale des Services. Il s'interroge aussi sur la branche TICE qui n'est pas rattachée au SUP et sur les missions des conseillers.

**M.BIAIS** précise que le SUP est une structure nouvelle et qu'il a voulu l'arrimer à un service existant pour le soutien et aussi la mutualisation des fonctions support. L'idée de ce rattachement à la DEVU est dans une logique d'incubation, ce qui veut dire que si le SUP se développe, une autre organisation sera proposée.

**M.LE BLAY** revient sur les personnels TICE qui ne sont pas rattachés à la DEVU, en précisant que les personnels ont été interrogés, et ont exprimé le souhait de rester rattachés à la DSI.

**MME ISHOW** exprime son besoin d'être formée aux ressources numériques et se félicite de voir émerger ce service. Elle souhaiterait savoir si des formations vont être lancées, et si les personnels dédiés à ce service seront des vrais correspondants.

**M.LE BLAY** rappelle qu'il s'agit d'une création, et signale que les personnels de ce nouveau service vont aller dans les composantes pour se faire connaître dès qu'institutionnellement le service existera. Le premier travail du SUP est d'identifier au sein des composantes les enseignants chercheurs qui souhaitent s'engager dans cette démarche et dans cette dynamique et de structurer

leur travail, qui passera par une formation de ceux qui seront chargés de participer aux activités pour former ensuite l'ensemble de la communauté universitaire.

**MME ISHOW** souhaite connaître le calendrier de mise en œuvre.

**M.LE BLAY** rappelle que dans un premier temps, le SUP va établir un état des lieux des pratiques et des usages en allant à la rencontre des enseignants.

**MME SAMI** salue la création du SUP mais elle aurait envisagé ce service comme un service commun ce qui aurait permis de fédérer les différentes initiatives qui sont portées par les collègues. Elle s'étonne de la composition du Conseil d'orientation stratégique notamment le représentant des personnels du SUP désigné par le Directeur du SUP. Il lui semble qu'il manque dans ce conseil des représentants de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire et du Conseil d'Administration.

**M.LE BLAY** rappelle que le Conseil d'orientation stratégique fait partie des statuts du SUP, et souligne qu'il s'agit d'une création amenée à évoluer.

**M.GANGLOFF** souhaiterait connaître les moyens attribués au SUP, budgétaires et en personnels. Sur l'approbation des statuts, il estime qu'il ne peut les adopter s'ils sont amenés à être modifiés. Il veut bien approuver le principe de création du SUP tel qu'il est présenté.

**M.BIAIS** informe les Administrateurs, que les deux postes de conseiller pédagogique résultent des 13 postes obtenus du Ministère. Il souligne que **M.EVAIN** et **M.POTTIER** se sont mobilisés sur ce projet et souhaite que les initiatives ne soient pas découragées.

**M.GODIVEAUX** souligne que les étudiants se réjouissent de la mise en place de ce dispositif, avec une vraie demande côté étudiants. Il se réjouit aussi de la nomination de **M.POTTIER** qui travaille depuis des années au sein de l'UFR médecine.

**M.POUZAIN** souhaite que le service soit agile car l'impact du numérique sur les techniques d'enseignement est important et dans les évolutions des méthodes de travail, le numérique a un impact fort.

**M.LE LOUREC** souhaiterait que les remarques des Administrateurs sur les statuts à adopter soient de suite intégrées sans remettre à plus tard. **LE PRÉSIDENT** pense que ceci peut être fait dans un règlement intérieur.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

**Le Conseil d'Administration approuve avec 23 voix pour et 2 abstentions, les statuts du Service Universitaire de Pédagogie.**

**Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité avec 25 voix pour, la nomination de M.POTTIER.**

## **POINT 8 : APPROBATION DES STATUTS DE L'INSTITUT UNIVERSITAIRE NANTAIS DE CRIMINOLOGIE**

**M.DANET** vient présenter la création de l'Institut Universitaire Nantais de Criminologie. C'est une structure fédérative d'entités de recherche. Les statuts ont été élaborés par deux enseignants chercheurs en lien avec **M.BRIOLET** de la Direction des Affaires juridiques et Institutionnelles.

**M.GODIVEAUX** revient sur le sujet de la criminalité qui est un sujet sensible notamment au niveau de l'éthique, et souhaite savoir s'il est prévu de mettre en place un comité chargé d'analyser les questions en terme du contenu des formations.

**M.DANET** souligne que pour le moment cet institut n'a nullement vocation à mettre en place des formations. L'intérêt de cette structure légère qui n'obert pas le budget de l'Université car il n'y a aucune demande de fonds, est de rendre visible des liens qui existent au plan de la recherche. Pour l'instant, au niveau de la formation, il existe un DU de Criminologie adossé à l'UFR de Droit.

**MME SAMI** remarque que dans les statuts, individuellement l'adhésion n'est pas possible. **M.DANET** répond que pour éviter les adhésions isolées, il est souhaité une adhésion collective des laboratoires, ce qui n'exclut pas que dans un laboratoire, un seul chercheur soit intéressé.

**MME ISHOW** dans une politique d'ouverture et de CUE Grand Ouest, s'interroge sur un institut un peu plus large. **M.DANET** estime qu'il ne faut pas dissoudre les liens qui existent déjà au niveau de l'Université de Nantes dans une structure interrégionale.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

**Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité avec 23 voix pour, les statuts de l'Institut Universitaire Nantais de Criminologie.**

#### **POINT 9 : APPROBATION DES STATUTS DU GIP FRANCE ENERGIES MARINES**

**M.BENHAMOU** diffuse la présentation qui a été faite en Commission de Recherche.

**MME CARON** souhaite avoir des précisions par rapport aux mises à disposition des personnels. **M.BENHAMOU** précise que les membres peuvent mettre à disposition des personnels auprès du GIP.

**LE PRÉSIDENT** tient à remercier **M.SCHOEFS**, Chargé de mission sur ce dossier et qui a fait en un temps très court, l'inventaire de tout ce qui était fait au niveau de l'Université dans les Energies Marines Renouvelables et le remercie d'avoir porté le dossier de candidature à France Energies Marines.

**MME ISHOW** souhaite savoir s'il y a déjà une réflexion au niveau des partenaires pour conserver ce GIP dans le futur groupe de RFI. **M.BENHAMOU** souligne qu'un groupe académique sur les Energies marines est constitué et précise que la réflexion est bien entamée et très en amont.

**MME SAMI** s'interroge sur la valorisation des mises à disposition des personnels au niveau du paiement de la cotisation de l'Université de Nantes au sein du GIP. Au sujet du partenariat public privé, elle relève que le GIP ne donne pas lieu au partage des bénéfices. **M.BENHAMOU** précise que le GIP n'a aucun but lucratif.

**M.BELLETTRE** se réjouit que l'Université de Nantes prenne les choses en main en terme de communication dans ce domaine.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

**Le Conseil d'Administration approuve avec 23 voix pour et 2 abstentions, l'approbation des statuts du GIP France Energies Marines.**

#### **POINT 10 : DEMANDE DE CREATION DE DU, DIU PRESENTÉE PAR L'UFR DROIT (APRES AVIS DE LA CFVU ET DE LA CPCA)**

**M.BERNOUSSI** présente le dossier.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

**Le Conseil d'Administration approuve, à l'unanimité avec 20 voix pour et 5 abstentions, le dossier de demande de création « Composante 904- UFR DROIT », ci-joint ;**

#### **POINT 11 : DEMANDE DE MODIFICATION DE DU, DIU PRESENTÉE PAR L'UFR PHARMACIE (APRES AVIS DE LA CFVU ET DE LA CPCA)**

**M.BERNOUSSI** présente la correction d'une erreur matérielle d'un DU de pharmacie

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

**Le Conseil d'Administration approuve, à l'unanimité avec 20 voix pour et 5 abstentions, le dossier de demande de création « Composante 902- UFR Pharmacie », ci-joint ;**

#### **POINT 12 : DEMANDE DE RENOUELEMENT DE DU, DIU PRESENTÉE PAR LA FLCE (APRES AVIS DE LA CFVU ET DE LA CPCA)**

**M.BERNOUSSI** présente le DU de compétences en arabe littéral (DUCAL). La Commission Permanente du Conseil d'Administration avait donné un avis réservé sur ce DU, au vu du budget. **M.BERNOUSSI** expose que **M.LE BLAY** a pris contact avec l'équipe pédagogique et il s'avère que ce DU fonctionne déjà, avec des étudiants inscrits. Le document fourni aux Administrateurs explique la mutualisation des cours et un nouveau budget y est présenté. L'équipe pédagogique s'est engagée à remettre à plat pour la rentrée prochaine.

**M.ADAMAT** précise que ces cours sont mutualisés avec la Faculté des Langues et Cultures Etrangères et LEA, ce qui n'engendre aucun surcoût. Il voudrait que les frais d'inscription pour les étudiants déjà inscrits à l'Université soient réduits.

**M.GODIVEAUX** souhaite renouveler sa remarque de la Commission Permanente du Conseil d'Administration avec une accumulation de retards dans ce dossier.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

**Le Conseil d'Administration approuve, à l'unanimité avec 20 voix pour et 5 abstentions, le dossier de demande de création « Composante 910- FLCE », ci-joint ;**

#### **POINT 13 : RENDU COMPTE DE REMISES GRACIEUSES ET D'ADMISSIONS EN NON-VALEUR (APRES AVIS DE LA CPCA)**

**M.BERNOUSSI** précise qu'il s'agit de dossiers pour lesquels il est impossible de recouvrer la somme demandée.

Les remises gracieuses s'élèvent à 3971 €, et les admissions en non valeur à 4504 €.

#### **POINT 14 : TARIFS (APRES AVIS DE LA CPCA)**

**M.BERNOUSSI** présente le tableau des tarifs.

**M.GODIVEAUX** fait remarquer que sur l'Université Permanente, il n'y a aucune harmonie des tarifs et que en terme de lisibilité il est difficile de s'y retrouver.

**M.BRANCHEREAU** répond qu'une demande d'explication a été envoyée à l'Université Permanente qui souligne que ces tarifs ont été vus en Conseil de l'Université Permanente.

**MME SAMI** revient sur les tarifs d'inscription trop élevés.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

**Le Conseil d'Administration approuve avec 20 voix pour, 4 voix contre et 1 abstention, les tarifs.**

#### **POINT 15 : QUESTIONS DIVERSES**

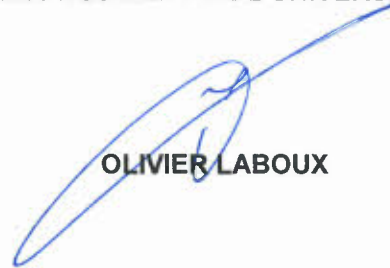
- Les postes d'enseignants contractuels à l'IRFFLE : **M.POUZANT** évoque les difficultés rencontrées par des enseignants contractuels à l'IRFFLE. **MME LE FICHANT** répond qu'elle a été informée par **M.KERSAUDY** de ces quatre contractuels qui émargent à un contrat LRU, et échappent à la titularisation. Elle informe qu'elle va rencontrer les contractuels. **M.LE LOUREC** précise qu'il serait logique et assez moral de leur proposer le même contrat de 3 ans.

- Le schéma directeur informatique : **M.BROCHARD** rappelle qu'au Conseil d'Administration du 2 juillet, le Directeur Général des Services a annoncé qu'un schéma directeur informatique allait être rédigé et proposé aux Administrateurs. **M.BIAIS** signale que la Région a accepté de financer un accompagnement sur le sujet. Ceci est budgété sur 2014, afin de faire un état des lieux et surtout un recueil des besoins ainsi que la formalisation du projet dans son ensemble qui doit porter sur l'évolution du système de formation mais aussi sur la promotion du numérique. C'est un projet institutionnel porté par **M.TRICHET** en tant que Vice-président Numérique et un chef de projet, **M.ALLEMAND**. **M.BIAIS** souligne qu'il a demandé à **M.ALLEMAND** de préparer une proposition avec l'idée de mettre en place un groupe de travail qui fasse une large part aux usagers du système d'information.

- Le rapport concernant le sport à l'Université de Nantes : **LE PRÉSIDENT** souligne qu'il a désigné un chargé de mission qui doit faire une animation de la réflexion globale. Le rapport avait été fait avec un état des lieux mais n'était pas très riche en préconisations.

En l'absence de questions, **LE PRÉSIDENT** lève la séance à 13 heures 30.

**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**



**OLIVIER LABOUX**